

François Bujon de l'Estang : « La politique de Donald Trump n'est pas articulée »

PROPOS RECUEILLIS PAR

MARIE-LAETITIA BONAVIDA @mibo

LE FIGARO. – Que dire de la nomination du président d'ExxonMobil au poste de chef de la diplomatie américaine ?
François BUJON DE L'ESTANG. – Jusqu'ici à la tête de la première entreprise pétrolière du monde, Rex Tillerson est un homme imposant et une forte personnalité. Au-delà de ses connexions avec la Russie, et notamment avec Vladimir Poutine, on ne sait pas grand-chose de lui. Expert des pays producteurs de pétrole, il est au fait de toutes les subtilités du Moyen-Orient. Cette expertise internationale et géopolitique convient parfaitement à ce poste qui occupe le troisième rang après celui du président et du vice-président. Visiblement, Donald Trump a pris son temps pour pourvoir ce poste, après avoir contacté plusieurs personnalités.

Quelles leçons tirer des autres nominations ?

Celles-ci ont été également très lentes à se faire. Il manque encore des figures cruciales, comme les secrétaires à l'Agriculture et à l'Intérieur. L'équipe est jusqu'ici assez insolite. Il y a beaucoup de militaires, dont trois généraux, nommés conseiller à la Sécurité nationale, secrétaires à la Sécurité intérieure et à la Défense, le dernier militaire à avoir occupé ce poste étant le général Marshall. Pour le reste, il s'agit de personnes nouvelles sur la scène de l'État, qui, pour la plupart, sont des milliardaires venant du monde de l'entreprise. Donald Trump

veut sans doute montrer que l'État se gouverne comme une entreprise. Ces nouveaux venus ont en commun de se situer à l'aile la plus à droite du Parti

républicain. Le vice-président Mike Pence est opposé à l'avortement et à l'égalité des droits accordée aux homosexuels. Scott Pruitt, nommé à la tête de l'Agence de protection de l'environnement, est un climatosceptique. Tom Price, secrétaire à la Santé, est opposé à la réforme Obamacare. Jeff Sessions, attorney general (ministre de la Justice), a promis d'expulser les clandestins. Betsy DeVos, secrétaire à l'Éducation, veut arrêter le financement fédéral des écoles publiques, tandis que Ben Carson, secrétaire

On peut s'attendre, dès le début de l'Administration Trump, à des passes d'armes difficiles entre la Maison-Blanche et le leadership républicain du Congrès

au Logement, estime que tous les programmes d'habitation financés au niveau fédéral encouragent l'assistanat. Cela fait beaucoup de signaux forts envoyés tant au public qu'aux démocrates, mais aussi aux républicains, qui ne sont pas tous sur cette ligne.

Cela signifie que le vote par le Congrès des mesures lancées par Donald Trump n'est pas acquis ?

On peut s'attendre, en effet, dès le début de l'Administration Trump, à des passes d'armes difficiles entre la Maison-Blanche et le leadership républicain du Congrès. Que cela vienne de Paul Ryan, speaker de la Chambre des représentants, qui a un pouvoir très important, ou du Sénat. Ce dernier pourra, dès le début, faire valoir son opposition via le jeu des confirmations de tous les membres du cabinet et des directeurs généraux des ministères. Le sénateur républicain John McCain ne sera pas un client facile. De même, le Congrès veillera au rôle politique que voudra jouer la famille Trump, à commencer par la fille du président, Ivanka, qui vient de mettre son entreprise en gérance, ou encore

son mari, Jared Kushner, qui a écarté du poste de président de l'équipe de transition le gouverneur du New Jersey Chris Christie au profit de Mike Pence. En 2004, alors procureur fédéral, Christie avait envoyé deux ans en prison le père de Jared Kushner pour évasion fiscale. Il existe une loi aux États-Unis qui interdit la nomination de proches du président comme membres, rémunérés ou non, de la Maison-Blanche. Enfin, il n'est pas sûr que les républicains, par nature favorables au libre-échange, avalisent la remise en

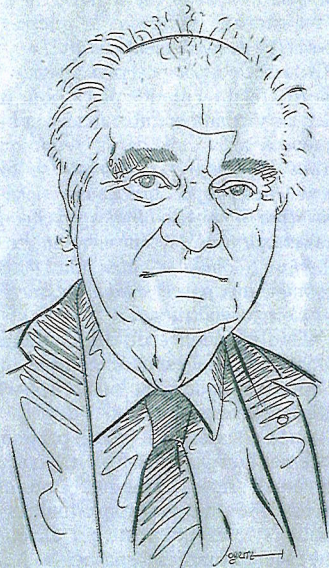
cause des divers accords commerciaux voulue par le nouveau locataire de la Maison-Blanche.

Poursuite de déclarations tonitruantes et de tweets en tous genres... le style de Donald Trump, une fois élu, reste surprenant...

La forme est très importante. Depuis son élection, Donald Trump ne s'est rendu à Washington que pour rencontrer Obama. Depuis, il n'y a pas mis les pieds, refusant ainsi de se faire briefer sur les dossiers des affaires courantes par les administrations compétentes. Ce comportement confirme son rejet de l'establishment, du politiquement correct, des médias, de ce qu'il appelle « le système ». Il prend des contacts personnels avec un certain nombre de chefs d'État et de gouvernement étrangers. Il s'est ainsi permis de parler de la République de Taïwan en s'adressant à sa présidente, ce qui est pour les Chinois une provocation, puisque Taïpei est supposée être une province dissidente qui fait partie de l'empire du Milieu. Avec le président pakistanais, il a été jusqu'à vanter un pays « fantastique », sans évoquer les mots de « terrorisme » ou de « prolifération nucléaire ». De quoi déstabiliser l'Inde voisine.

Au-delà de la forme, peut-on imaginer ce que sera la diplomatie de Trump ?
La lecture est très difficile, car sa campagne s'est limitée à des slogans qui masquent une absence de politique articulée. J'appelle cela une campagne Potemkine, à l'image des magnifiques façades factices que dressait le ministre de Catherine II. Tout le monde se focalise sur la proximité de Trump avec Vladimir Poutine. Mais que veut-il dire lorsqu'il parle de faire de grands « deals » avec la Russie ? Se taire sur ses interventions en Syrie ou mettre fin aux sanctions économiques après son annexion de la Crimée en échange de quelque chose ? Mais quoi ? À propos de la Chine, qui « volerait » des millions d'emplois aux Américains, cela signifie-t-il qu'il va ériger des barrières douanières à leurs importations ? Ses amabilités à l'égard de la présidente taïwanaise étaient-elles une manière de dire qu'il disposait d'autres moyens de pression que commerciaux ? Est-il vraiment sérieux lorsqu'il rappelle que les États-Unis en ont assez de payer pour la sécurité de leurs alliés qui ne font pas suffisamment d'efforts financiers ? Du coup, les Japonais et les Coréens se demandent s'ils vont continuer à bénéficier sur leur territoire de troupes américaines. Certaines voix dans ces deux pays commencent à s'élever pour recommander de se doter de l'arme nucléaire. Que signifient ses diatribes contre l'accord sur le nucléaire iranien signé il y a un an ? Trump doit savoir que cet accord n'a pas été conclu seulement entre les États-Unis et l'Iran, mais qu'il est multilatéral. L'Europe et la Russie verraient d'un mauvais œil sa remise en cause. Certes, le Congrès pourrait ne pas lever les sanctions envers l'Iran, mais cela ruinerait pour ce dernier le principal bénéfice de l'accord. Ce sont là des éléments d'inquiétude. En conclusion, le comportement de Donald Trump depuis son élection n'est pas forcément une indication exacte de ce qu'il fera quand il sera président, mais a de quoi nourrir toutes les anxiétés. ■

» Lire aussi PAGES 7, 8, 9 ET 18



ENTRETIEN

L'ambassadeur de France s'interroge sur ce que sera la diplomatie du nouveau président des États-Unis, à l'aune de ses déclarations et de son comportement.